



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°764/2022
PORTANT SUR L'AUTORISATION TEMPORAIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

Vu le Code de Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

Vu le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la décision n°46 en date du 10 mars 2022 par laquelle les tarifs communaux sont fixés

Vu le rapport d'information A.S.V.P n°202200 0097 en date du 25 août 2022

CONSIDÉRANT la requête en date du 5 juillet 2022 par laquelle **Monsieur Romain CLIGNIEZ**, gérant de l'établissement « **SAKÉ'MENT VINS** », sis 51 Rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470), sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la mise en place d'un banc et un tonneau sur le domaine public.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : **Monsieur Romain CLIGNIEZ** est autorisé à installer un banc et un tonneau sur le domaine public.

ARTICLE 2 : La présente autorisation se rapportera exclusivement à l'installation des mobiliers mentionnés à l'article 3, et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 3 : Le domaine public ne pourra être occupé que du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les services de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume matérialiseront l'emplacement des éléments, dont l'emprise au sol ne devra pas excéder :

- Un banc (un mètre de long sur 50 centimètres de large)
- Un tonneau

Les éléments repris ci-dessus devront être installés au droit du commerce sis 51 Rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470).

Le déballage ne devra pas excéder une profondeur d'empiètement du domaine public d'un mètre et cinquante centimètres à partir de la devanture du commerce.

ARTICLE 4 : Le mobilier ne devra comporter aucun joint de fixation au sol et ne devra pas faire obstacle à la libre circulation des piétons.

Le mobilier demeure sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Monsieur Romain CLIGNIEZ, gérant de l'établissement « SAKÉ'MENT VINS », est tenu de laisser propre les alentours du mobilier installé sur le domaine public.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire est tenu d'acquitter la redevance annuelle d'occupation du domaine public sur la base du tarif établi par la décision n°46 en date du 10 mars 2022.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 06 septembre 2022

Le Maire,
Alain DECANIS



Notifié le 13/09/22
Signature et cachet de l'établissement


Saké'Ment Vins SAS
romain@sakementvins.com
☎ : 07 49 04 17 72
Siret : 914 557 855 00014
TVA INTRA : FR59914557855